REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

///) DECRET N° 77-268 du 25 Octobre 1977

portant nomination des Membres de la
Commission ad'hoc chargée de connaître
des faits reprochés aux camarades :

- 1° - AGBODJAGLI Norbert, Contrôleur
des Services Financiers
- 2° - HOUNDEGLA Sylvain, Agent auxiliaire
- 3° - AMOUSSOU Abdou, Agent auxiliaire

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT,

- VU la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin ;
- VU le Décret n° 76-26 du 30 janvier 1976 portant formation du Gouvernement ;
- VU le Décret n° 76-46 du 19 février 1976 déterminant les Services rattachés à la Présidence de la République et fixant les attributions des Membres du Gouvernement ;
- VU l'Ordonnance n° 76-9 du 9 février 1976 édictant les dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements et des faits assimilés commis par les Agents de l'Etat et les employés des Entreprises dans lesquelles l'Etat a une participation ;
- VU la transmission n° 386 - c/MF/DGM du 20 juin 1977 du Ministre des Finances ;

D E C R E T E :

ARTICLE 1er.- En application des dispositions des articles 9, 10 et 11 de l'Ordonnance susvisée, il est créé une Commission ad'hoc de répression disciplinaire chargée de connaître des faits reprochés aux camarades :

- 1° - AGBODJAGLI Norbert, Contrôleur des Services Financiers,
- 2° - HOUNDEGLA Sylvain, agent auxiliaire,
- 3° - AMOUSSOU Abdou, agent auxiliaire ;

.../...

ARTICLE 2.- Ladite Commission est composée des camarades :

- 1 - SOSSOUHOUNTO Basile : Ministère de la Justice, de la Législation et des Affaires Sociales, **PRESIDENT.**
- 2 - AGBOTON Gérard : Inspection Générale d'Etat, Section Administrative, Membre,
- 3 - BIDOZO Barnabé : Inspection Générale d'Etat, Section Economique et Financière, Membre ;
- 4 - MARTIN'S Constant : Ministère des Finances, Membre
- 5 - ZEKPA François : Ministère de la Fonction Publique et du Travail, Membre

ARTICLE 3.- La Commission précisera dans son rapport les grade et échelon de chacun des agents concernés et le cas échéant le point de départ de la suspension de l'intéressé avec ou sans solde.

ARTICLE 4.- Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.

FAIT A COTONOU, le 25 Octobre 1977

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

Mathieu KEREKOU

AMPLIATIONS : PR 8 CS 6 CC du PRPB 4 SGG 4 SPD 2 MF 5 autres Ministères 12 MPSCAE 5 DPE-DGAJL-INSAE 6 IGE (IA 2 EF 2) DCCT-ONEPI-Gde Chanc. 3 UNB-FASJEP-BN 6 Membres 5 MJLAS 5 JORPB 1.-